



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Management and Consulting Services Division
/ Division des services de gestion des affaires et de
consultation

Terrasses de la Chaudière 5th Floor

Terrasses de la Chaudière 5e étage

10 Wellington Street

10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet RFP - New Contract - PM Resources	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47419-211699/A	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 47419-211699	Date 2021-06-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZG-423-39527	
File No. - N° de dossier 423zg.47419-211699	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-25 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Marcotte, Karen	Buyer Id - Id de l'acheteur 423zg
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8522 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification 007 est émise afin de:

1. Répondre aux questions suivantes

1. Questions:

Question 24: Référence à la modification 004 Question 13

Nous avons besoin de plus amples précisions sur la réponse à cette question. C'est le mot « y compris » dans l'exigence CTO1-B qui est en cause.

À titre d'exemple, disons que le contrat A utilisé dans CTO1-A a b.1 analystes des opérations, B.2 architectes opérationnel, B.3 Consultant opérationnel et B.5 consultant en affaires et de consultant en réingénierie. Si vous totalisez les jours pour toutes les catégories de ressources du contrat, y compris l'analyste des opérations et l'architecte opérationnel pour arriver à un total cumulatif pour le contrat, vous incluez les jours de consultant en affaires et de consultant en réingénierie des processus d'affaires dans le total. Nous sommes presque certains que ce n'est pas l'intention.

Veuillez confirmer que le mot « y compris » peut être supprimé et que l'exigence doit se lire comme suit : « À l'aide du ou des contrats de référence dans le CTO1-A, le soumissionnaire doit démontrer dans sa soumission que le ou les contrats de référence ont un total cumulatif d'au moins 2 000 jours facturables pour les catégories de ressources Analyste des opérations et architecte opérationnel pour une période maximale de trois ans. »

Le même problème existe avec le volet de travail 2 CTO1-B. Veuillez confirmer que le mot « y compris » peut être supprimé.

Réponse 24 : VOLET DE TRAVAIL 1 – CTO1-A indique ce qui suit pour les catégories de ressources analyste des activités et architecte opérationnel:

1. En utilisant un contrat de référence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni des services identiques ou semblables à ceux d'un analyste des activités pour lesquels un individu occupant le poste à titre de ressource unique a un minimum de 120 jours facturables sur une période d'un an. Pour démontrer une catégorie de ressources semblable, le soumissionnaire doit faire correspondre au moins 50 % des tâches et des produits livrables de l'énoncé des travaux (EDT) de l'analyste des activités de cette exigence aux tâches et produits livrables de la catégorie de ressources mentionnée dans le contrat de référence.
2. En utilisant le même contrat de référence du point 1 ci-dessus ou un deuxième contrat, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni des services identiques ou semblables à ceux d'un architecte opérationnel pour lesquels un individu occupant le poste à titre de ressource unique a un minimum de 120 jours facturables sur une période d'un an. Pour démontrer une catégorie de ressources semblable, le soumissionnaire doit faire correspondre au moins 50 % des tâches et des produits livrables de l'EDT de l'architecte opérationnel de cette exigence aux tâches et produits livrables de la catégorie de ressources mentionnée dans le contrat de référence.

Comme le soumissionnaire peut démontrer qu'ils ont fourni des services identiques ou semblables à un analyste ou un architecte d'affaires en utilisant la même catégorie de ressources, le terme « y compris » s'applique au CTO1-B.

Question 25: Référence à la modification 004 Question 14

Nous avons besoin de plus amples précisions sur la réponse à cette question. Notre référence initiale à un numéro de page précis dans la DP semble avoir été supprimée.

Notre question initiale faisait référence au tableau de la page 119 de 120 de la DP. Ce tableau semble faire partie du formulaire R1, mais il exige que les soumissionnaires démontrent le contraire de ce que le CTC1 demande.

CTC1 demande aux soumissionnaires d'utiliser le ou les contrats mentionnés dans les documents CTO1-A et CTO1-B pour démontrer des jours supérieurs au minimum de 120 jours facturables. Il peut y avoir plusieurs personnes remplissant un rôle pour une catégorie de ressources spécifique, mais PAS simultanément. À titre d'exemple, dans le cas du contrat A :

Ressource Un analyste des opérations - 01/01/2019 - 30/04/2019

Ressource B Analyste des opérations 01/05/2019 - 31/12/2019 (la date de début du comptage des jours facturables est le 1er mai afin que le temps ne soit pas simultané)

Ressource C Analyste des opérations 02/01/2020 - 08/08/2020 (la date de début pour compter les jours facturables est le 2 janvier afin que le temps ne soit pas simultané)..

Le tableau de la page 119 de la colonne d'extrême droite demande aux soumissionnaires le « nombre total de ressources gérées simultanément ». Cela semble être le contraire direct de ce que CTC1 demande, qui n'est pas simultanée. Veuillez confirmer que le tableau de la page 119 de la DP peut être supprimé.

Réponse 25 : Aux fins du présent critère CTC1 dans lequel une ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de temps qui se chevauchent seront comptées une seule fois vers les exigences qui se rapportent à la longueur des jours facturables. Dans l'exemple que vous avez fourni ci-dessus, une seule ressource serait applicable à « Ressource A » - 01/01/2019 - 30/04/2019 où il pourrait y avoir plusieurs personnes remplissant ce rôle – mais pas simultanément.

Aux fins du présent critère CTC1, une seule ressource est défini comme un rôle pour cette catégorie de ressource dont plusieurs personnes peuvent combler, mais pas simultanément.

Un soumissionnaire peut gérer de multiples ressources en même temps.

Sollicitation No. - N° de l'invitation
474179-211699/A
Client Réf. No. - N° de réf. du client
47419-211699

Amd. No. - N° de la modif.
007
Dossier No. - N° du dossier
423ZG.47419.211699 (en)

Identification de l'acheteur - Id de l'acheteur
423ZG (423ZG)
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question 26: RE: CTO1-B, Volet de travail 3 (ÉFVP)

Étant donné la rareté des contrats propres à l'ÉFVP, il n'est pas raisonnable de demander aux soumissionnaires de justifier 2 000 jours facturés de spécialistes de l'ÉFVP au cours d'une période de trois ans en utilisant un seul contrat, surtout si l'on considère que les soumissionnaires peuvent utiliser deux contrats pour CTO1-B dans les cours de travail 1 et 2. Par conséquent, veuillez confirmer que les soumissionnaires peuvent utiliser deux contrats pour justifier le CTO1-B dans le volet de travail 3, étant accordé que le deuxième contrat satisfait aux exigences minimales pour le CTO1-A.

Réponse 26 : Les soumissionnaires peuvent utiliser un contrat pour étayer le CTO1-B dans le volet de travail 3.

Question 27 : À l'heure actuelle, le point b du 2 dans chaque volet de travaux stipule que les contrats doivent « avoir une valeur minimale initiale de 1 000 000 \$ (CAD) excluant les taxes applicables, à l'exclusion des modifications ». Étant donné que la plupart des marchés de catégorie 1, et même certains contrats de type Omnibus de niveau 2, sont attribués d'une valeur inférieure à leur valeur potentielle totale, et qu'une valeur initiale du contrat n'est pas indicative des services qui ont été fournis par un soumissionnaire, l'État pourrait-il accepter des contrats d'une valeur totale de 1 000 000 \$ (DAC), à l'exclusion des taxes applicables, y compris les modifications?

Réponse 27 : Non - Chaque contrat indiqué doit avoir une valeur initiale minimale de 1 000 000,00 \$ CA avant les taxes applicables, excluant les modifications.

Question 28 : À l'heure actuelle, le point c du CTC2 dans chaque volet de travaux stipule que les contrats doivent « avoir une période minimale initiale d'un an, à l'exclusion des modifications ». Étant donné que la plupart des marchés de niveau 1, et même certains contrats de type Omnibus de niveau 2, sont attribués avec une période de contrat initiale seulement jusqu'à la fin d'un exercice et ont tendance à exercer des périodes d'option supplémentaires pour répondre aux besoins des clients sur une période de plusieurs années, et qu'une période initiale du contrat n'est pas indicative des services qui ont été fournis, l'État accepterait-il le total des périodes contractuelles, y compris les modifications?

Réponse 28 : Non - Chaque contrat indiqué doit s'être échelonné sur une période initiale minimale d'un an, excluant les modifications

Question 29 : Le volet de travail 3, CTO1-B, stipule que le soumissionnaire doit démontrer 2 000 jours facturables pour le spécialiste de l'ÉFVP. Les 2 000 heures demandées pour les deux autres volets de travail peuvent être atteintes en combinant deux références de contrat pour deux catégories de ressources, alors que dans ce volet de travail, une seule référence de contrat et une seule catégorie de ressources peuvent contribuer aux heures. Cela semble avoir été abordé dans l'exigence connexe (CTC1) où il y a une exigence de moins d'heures pour les points maximums; toutefois, les heures obligatoires demeurent au nombre le plus élevé. Par souci d'uniformité, nous demandons respectueusement à l'État de réduire le nombre d'heures pour le spécialiste de l'ÉFVP à 1 000 heures pour le volet de travail 3 CTO1-B afin de remédier à ces disparités.

Réponse 29 : Les soumissionnaires peuvent utiliser un contrat pour étayer le CTO1-B dans le volet de travail 3.

Question 30 : Pour le formulaire R1 - Expérience des soumissionnaires, il semble y avoir trois tableaux à compléter. Les tableaux 3 et 4 illustrent les jours facturables par ressource/contrat, puis un troisième tableau à remplir (à la page 119) utilisé pour évaluer le nombre total de ressources fournies et gérées simultanément dans plusieurs contrats. Toutefois, le CTC1 demande aux soumissionnaires de démontrer qu'ils ont fourni une seule ressource dans un même rôle ou un rôle semblable pendant autant de jours facturables, de sorte qu'on ne sait pas exactement ce qui devrait être complété dans le troisième tableau à la page 119. L'État peut-il préciser si les soumissionnaires sont censés remplir le tableau à la page 119 du CTC1 et, dans l'ensemble, préciser l'objet du tableau?

Réponse 30 : Aux fins du présent critère CTC1 dans lequel une ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de temps qui se chevauchent seront comptées une seule fois vers les exigences qui se rapportent à la longueur des jours facturables. Aux fins du présent critère CTC1, une seule ressource est définie comme un rôle pour cette catégorie de ressource dont plusieurs personnes peuvent combler, mais pas simultanément.

Un soumissionnaire peut gérer de multiples ressources en même temps.

Question 31: Re: Pièce jointe 4.3 Critères techniques, Volet de travail 3 – Services de cyberprotection, Partie B: Expérience de l'entreprise cotée, CTC2 (page 111 et 112):

Dans le cours normal de la création d'ÉFVP, une EFVP n'est normalement pas basée sur l'expérience utilisateur ou le développement de logiciels agiles. En supposant qu'une EFVP soit en cours d'élaboration sur un système nouvellement déployé, l'ÉFVP se concentrerait sur le système déployé et non sur la façon dont il a été élaboré. Pour satisfaire aux exigences du SCT en matière d'ÉFVP, une EFVP met l'accent sur la façon dont le système fonctionne pour les utilisateurs; en d'autres termes, la façon dont les utilisateurs recueillent, stockent et partagent les données dans le système et non la façon dont il a été développé en utilisant les services UX et agile logiciel / PM méthodologie. Étant dit que ces exigences ne sont pas visées par une EFVP, l'État réexaminera-t-il et supprimera-t-il le CTC2 a) par c)?

Réponse 31 : Ces exigences ne seront pas retirées. Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a fourni des services identiques ou semblables à ceux d'un Spécialiste des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée pour les nouvelles technologies et méthodes suivantes:

- a) technologies infonuagiques;
- b) services d'expérience utilisateur (UX);
- c) développement de logiciels Agile.

Question 32 : Pièce jointe 4.3 Critères techniques, volet de travail 1 – Services de gestion des activités, volet de travail 2 – Services de gestion de projet et volet de travail 3 – Services de cyberprotection, partie B : Expérience de l'entreprise côté, CTC2 :

En ce qui concerne le CTC2 et la sous-section « *chaque contrat identifié doit:* » point B«*Avoir une valeur minimale initiale de 1 000 000 \$ (CAD) excluant les taxes applicables, à l'exclusion des modifications*». L'État modifierait-il ces critères pour y inclure les contrats avec modifications afin que cela ne pénalise pas les entreprises qui ont remporté des véhicules pluriannuels qui ont reçu des contrats initiaux vers la mi-fin de l'exercice financier en vertu des quels la Couronne n'a accordé qu'une valeur initiale moindre pour permettre le début des travaux, pour ensuite attribuer des modifications afin d'augmenter graduellement la valeur et de prolonger la date de fin.

Réponse 32 : Chaque contrat indiqué doit avoir une valeur initiale minimale de 1 000 000,00 \$ CAN avant les taxes applicables, excluant les modifications.

Question 33 : À la page 119 de l'invitation à soumissionner et immédiatement après le formulaire R1, on trouve un tableau de quatre colonnes qui semble demander à chaque soumissionnaire de fournir un nombre total de ressources gérées simultanément dans trois contrats différents. Dans l'en-tête de cette page se trouve une référence à l'invitation 21120-194545/A, qui était une sollicitation entièrement différente au nom du Service correctionnel du Canada. Ce tableau existait en 21120-194545/A afin que les soumissionnaires puissent démontrer que leur gestionnaire de comptes avait de l'expérience dans la gestion de plusieurs contrats, répondant ainsi à un seuil de ressources gérées simultanément. Étant donné que cette exigence n'existe pas dans le 47419-211699/A, la Couronne peut-elle confirmer que le formulaire figurant à la page 119 de la demande de soumissions a été inséré par erreur et le retirer de l'invitation à soumissionner?

De plus, la page de sollicitation 120 avec le formulaire R2 fait également référence au 21120-194545/A dans l'en-tête, la Couronne peut-elle également confirmer si ce formulaire devait figurer au 47419-211699/A tel qu'il est actuellement présenté?

Réponse 33: Le bon numéro est le 47419-211699/A. Veuillez ignorer la référence au 21120-195545/A

Sollicitation No. - N° de l'invitation
474179-211699/A
Client Réf. No. - N° de réf. du client
47419-211699

Amd. No. - N° de la modif.
007
Dossier No. - N° du dossier
423ZG.47419.211699 (en)

Identification de l'acheteur - Id de l'acheteur
423ZG (423ZG)
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question 34 : En ce qui concerne l'invitation à soumissionner en question, nous avons la demande suivante pour l'examen de la Couronne.

Afin de présenter notre réponse de la plus haute qualité à la DP en question, nous demandons respectueusement une prolongation supplémentaire de trois (3) jours ouvrables jusqu'à la date de clôture actuelle (25 juin 2021) **jusqu'au mercredi 30 juin 2021**. Ces quelques jours supplémentaires nous permettraient d'élaborer une proposition vraiment concurrentielle.

Nous vous remercions de votre examen de cette demande.

Réponse 34 : Nous ne prolongerons pas la date de clôture au-delà du 25 juin 2021.

Toutes les autres modalités demeurent inchangées
